

Artikel 2, 2° en artikel 3 treden in werking bij de eerste vernieuwing van de raad van bestuur die volgt op de inwerkingtreding van de bepalingen bedoeld bij het eerste lid.

Kondigen dit decreet af, bevelen dat het in het *Belgisch Staatsblad* zal worden bekendgemaakt.

Gegeven te Brussel op 26 maart 2009.

De Minister-President,
R. DEMOTTE

De Vice-Presidente en Minister van Hoger Onderwijs,
Wetenschappelijk Onderzoek en Internationale Betrekkingen,
Mevr. M.-D. SIMO.N.E.T

De Vice-President en Minister van Begroting, Financiën, Ambtenarenzaken en Sport,
M. DAERDEN

De Minister van Leerplichtonderwijs,
C. DUPONT

De Minister van Cultuur en Audiovisuele Sector,
Mevr. F. LAANAN

De Minister van Kinderwelzijn, Hulpverlening aan de Jeugd en Gezondheid,
Mevr. C. FONCK

De Minister van Jeugd en Onderwijs voor Sociale Promotie,

M. TARABELLA

Nota

(1) *Zitting 2008- 2009 :*

Stukken van de Raad. — Ontwerp van decreet, nr. 616-1. — Advies van de Raad van State, nr. 616-2. — Commissieamendementen, nr. 616-3. - Verslag, nr. 616-4.

Integraal verslag. — Bespreking en aanneming. Vergadering van 24 maart 2009.

MINISTERE DE LA COMMUNAUTE FRANÇAISE

F. 2009 — 2645

[C - 2009/29378]

14 MAI 2009. — Arrêté du Gouvernement de la Communauté française fixant la procédure d'approbation des fusions entre Ecoles supérieures des Arts

Le Gouvernement de la Communauté française,

Vu le décret du 20 décembre 2001 fixant les règles spécifiques de l'Enseignement supérieur artistique organisé en Ecoles supérieures des Arts (organisation, financement, encadrement, statut des personnels, droits et devoirs des étudiants), notamment l'article 4, § 3;

Vu l'avis de l'Inspection des Finances, donné le 6 février 2009;

Vu l'accord du Ministre du Budget, donné le 19 février 2009;

Vu la concertation du 2 mars et du 9 mars 2009 avec les organisations représentatives des étudiants;

Vu la concertation du 5 mars 2009 avec les pouvoirs organisateurs de l'Enseignement supérieur artistique;

Vu le protocole de négociation du Comité de Secteur IX, du Comité des Services publics provinciaux et locaux, Section II, et du Comité de négociation pour les statuts des personnels de l'enseignement libre subventionné du 12 mars 2009 :

Vu l'avis n° 46.327/2 du Conseil d'Etat, donné le 22 avril 2009 en application de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 1° des lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973;

Sur proposition de la Vice-Présidente et Ministre de l'Enseignement supérieur, de la Recherche scientifique et des Relations internationales,

Après délibération,

Arrête :

CHAPITRE 1^{er}. — Dépôt de la proposition de fusion

Article 1^{er}. § 1^{er}. La proposition de fusion d'Ecoles supérieures des Arts est établie par les pouvoirs organisateurs des Ecoles supérieures des Arts concernées. Elle est soumise aux avis du Conseil social, du Conseil de gestion pédagogique et du Conseil des Etudiants de chaque Ecole supérieure des Arts concernée. Cet avis porte également sur le projet pédagogique et artistique de la nouvelle Ecole supérieure des Arts.

Pour être pris en compte, ces avis sont rendus dans les trente jours de la demande d'avis par les autorités de l'Ecole supérieure des Arts.

§ 2. Les pouvoirs organisateurs des Ecoles supérieures des Arts transmettent au Ministre ayant l'enseignement supérieur dans ses attributions la proposition de fusion des Ecoles supérieures des Arts.

Art. 2. La proposition de fusion des Ecoles supérieures des Arts transmise au Ministre compétent comprend :

1° le projet pédagogique et artistique de la nouvelle Ecole supérieure des Arts;

2° les avis du Conseil social, du Conseil de gestion pédagogique et du Conseil des Etudiants de chaque Ecole supérieure des Arts concernée;

3° la dénomination retenue de la nouvelle Ecole supérieure des Arts;

4° la détermination de la nature juridique de la nouvelle Ecole supérieure des Arts au moment de sa création et les projets de statuts y afférents;

5° la détermination du réseau dont relève la nouvelle Ecole supérieure des Arts;

6° l'implantation et la répartition de la population par type, par domaine, par spécialité et par option;

7° la composition du nouveau pouvoir organisateur de l'Ecole supérieure des Arts;

8° la composition et les compétences des organes de gestion et de consultation;

9° l'ensemble des conventions passées entre Ecoles supérieures des Arts relatives à la transmission des droits et obligations à la nouvelle Ecole supérieure des Arts en ce compris les conventions visées aux articles 142, 260 et 390 du décret du 20 décembre 2001 fixant les règles spécifiques de l'Enseignement supérieur artistique organisé en Ecoles supérieures des Arts (organisation, financement, encadrement, statut des personnels, droits et devoirs des étudiants) et les conventions avec les tiers, et, le cas échéant, relatives à la mise à disposition de la nouvelle Ecole supérieure des Arts du patrimoine des pouvoirs organisateurs des Ecoles supérieures des Arts fusionnées;

10° les avantages pédagogiques et l'impact financier de la fusion;

11° la composition de la Commission chargée de recevoir les plaintes des étudiants contre un refus d'inscription;

12° en application de l'article 57 du décret du 20 décembre 2001 précité, le nom du Directeur et des directeurs de domaine de la nouvelle Ecole supérieure des Arts;

13° le règlement particulier des études de la nouvelle Ecole supérieure des Arts;

14° le calendrier électoral pour la désignation des membres du Conseil de gestion pédagogique, du Conseil social et des Conseils d'option.

CHAPITRE 2. — *Examen des propositions de fusion des Ecoles supérieures des Arts par le Conseil supérieur de l'Enseignement supérieur artistique*

Art. 3. § 1^{er}. Le Ministre ayant l'enseignement supérieur dans ses attributions transmet sans délai les propositions de fusion des Ecoles supérieures des Arts au Conseil supérieur de l'Enseignement supérieur artistique.

§ 2. Dans les 15 jours, le Conseil supérieur de l'Enseignement supérieur artistique transmet, pour information, la proposition de fusion aux pouvoirs organisateurs des Ecoles supérieures des Arts situées au sein du ou des site(s) concerné(s) au sens de l'article 24bis, § 1^{er}, alinéa 2 du décret du 17 mai 1999 relatif à l'enseignement supérieur artistique. Ces Ecoles supérieures des Arts peuvent rendre un avis au Conseil supérieur de l'Enseignement supérieur artistique dans les trente jours de la réception de ces propositions de fusion.

§ 3. Le Conseil supérieur de l'Enseignement supérieur artistique analyse la proposition de fusion. Si les avis visés à l'article 1^{er} ou au § 2 du présent article sont négatifs ou s'il est saisi d'une plainte d'une composante de la Communauté éducative qui estime que la fusion proposée lèse gravement les intérêts d'une autre Ecole supérieure des Arts du ou des site(s) concerné(s), il entend les différentes parties concernées et organise une médiation entre elles pour tenter d'arriver à un accord entre les parties.

§ 4. Si le pouvoir organisateur d'une Ecole supérieure des Arts située en dehors du ou des site(s) concerné(s) estime que la fusion proposée lèse gravement ses intérêts, elle peut adresser un avis motivé au Conseil supérieur de l'Enseignement supérieur artistique, qui le transmet au Ministre ayant l'enseignement supérieur dans ses attributions.

§ 5. Dans les trois mois de la réception de la proposition de fusion, le Conseil supérieur de l'Enseignement supérieur artistique remet au Ministre ayant l'enseignement supérieur dans ses attributions un avis circonstancié sur la proposition de fusion.

Cet avis comprend :

— les procès-verbaux des différentes séances;

— le cas échéant, les procès-verbaux des auditions;

— les raisons pour lesquelles les avis négatifs visés à l'article 1^{er}, § 1^{er} ou au § 2 du présent article sont ou non justifiés;

— une conclusion motivée sur l'existence ou non d'une lésion d'intérêt d'une autre Ecole supérieure des Arts du ou des sites concerné(s) suite aux plaintes visées au § 3 et, le cas échéant, les mesures pour y remédier.

CHAPITRE 3. — *Décision du Gouvernement*

Art. 4. Après réception de l'avis ou à défaut d'avis dans le délai prescrit à l'article 3, § 5, alinéa 1^{er}, le Gouvernement approuve ou refuse la fusion.

La fusion est effective au début de l'année civile suivante.

Art. 5. Le présent arrêté entre en vigueur le 1^{er} juin 2009.

Art. 6. Le Ministre qui a l'Enseignement supérieur dans ses attributions est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Bruxelles, le 14 mai 2009.

Par le Gouvernement de la Communauté française :

La Vice-Présidente et Ministre de l'Enseignement supérieur,
de la Recherche scientifique et des Relations internationales,
Mme M.-D. SIMONNET

VERTALING

MINISTERIE VAN DE FRANSE GEMEENSCHAP

N. 2009 — 2645

[C - 2009/29378]

**14 MEI 2009. — Besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap
tot vaststelling van de procedure tot goedkeuring van fusies tussen Hogere Kunstscholen**

De Regering van de Franse Gemeenschap,

Gelet op het decreet van 20 december 2001 tot vaststelling van de regels die specifiek zijn voor het hoger kunstonderwijs georganiseerd in de hogere kunstscholen (organisatie, financiering, omkadering, statuut van het personeel, rechten en plichten van studenten), inzonderheid op artikel 4, § 3;

Gelet op het advies van de Inspectie van Financiën, gegeven op 6 februari 2009;

Gelet op de akkoordbevinding van de Minister van Begroting van 19 februari 2009;

Gelet op het overleg met de representatieve studentenverenigingen, gepleegd op 2 maart en 9 maart 2009;

Gelet op het overleg van 5 maart 2009 met de inrichtende machten van het Hoger Kunstonderwijs;

Gelet op het onderhandelingsprotocol van het Sectorcomité IX, van het Comité voor de provinciale en plaatselijke overheidsdiensten, afdeling II, en van het Onderhandelingscomité voor de statuten van het personeel van het gesubsidieerd vrij onderwijs van 12 maart 2009;

Gelet op het advies nr. 46.327/2 van de Raad van State, gegeven op 22 april 2009, met toepassing van artikel 84, § 1, eerste lid, 1° van de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973;

Op de voordracht van de Vice-Presidenten en Minister van Hoger Onderwijs, Wetenschappelijk Onderzoek en Internationale Betrekkingen;

Na beraadslaging,

Besluit :

HOOFDSTUK 1. — *Indiening van het voorstel tot fusie*

Artikel 1. § 1. Het voorstel tot fusie van Hogere Kunstscholen wordt opgesteld door de inrichtende machten van de betrokken Hogere Kunstscholen. Het wordt ter advies voorgelegd aan de Sociale Raad, de Pedagogische beheersraad en de Studentenraad van elke betrokken hogere kunstschool. Dit advies heeft ook betrekking op het pedagogisch en kunstproject van de nieuwe hogere kunstschool.

Om in aanmerking te worden genomen worden deze adviezen uitgebracht binnen de dertig dagen na de aanvraag om advies door de overheden van de Hogere kunstschool.

§ 2. De inrichtende machten van de Hogere Kunstscholen bezorgen de Minister van Hoger Onderwijs het voorstel tot fusie van Hogere Kunstscholen.

Art. 2. Het voorstel tot fusie van Hogere Kunstscholen dat aan de bevoegde Minister bezorgd wordt, bevat :

1° het pedagogisch en kunstproject van de nieuwe Hogere Kunstschool;

2° de adviezen van de Sociale Raad, de Pedagogische beheersraad en de Studentenraad van elke betrokken Hogere Kunstschool;

3° de weerhouden benaming van de nieuwe Hogere Kunstschool;

4° de bepaling van de juridische aard van de nieuwe Hogere Kunstschool bij de oprichting ervan en de projecten van de statuten daaromtrent;

5° de bepaling van het net waartoe de nieuwe Hogere Kunstschool behoort;

6° de vestiging en de verdeling van de bevolking per type, per domein, per specialiteit en per optie;

7° de samenstelling van de nieuwe inrichtende macht van de Hogere Kunstschool;

8° de samenstelling en de bevoegdheden van de beheers- en raadplegingsorganen;

9° het geheel van de overeenkomsten afgesloten tussen de Hogere Kunstscholen betreffende de overdracht van de rechten en plichten van de nieuwe Hogere Kunstschool met inbegrip van de overeenkomsten bedoeld in de artikelen 142, 260 en 390 van het decreet van 20 december 2001 tot vaststelling van de regels die specifiek zijn voor het hoger kunstonderwijs georganiseerd in de hogere kunstscholen (organisatie, financiering, omkadering, statuut van het personeel, rechten en plichten van studenten) en de overeenkomsten met derden, en, in voorkomend geval, betreffende de terbeschikkingstelling voor de nieuwe Hogere Kunstschool van het patrimonium van de inrichtende machten van de gefuseerde Hogere Kunstscholen;

10° de pedagogische voordelen en het financiële gevolg van de fusie;

11° de samenstelling van de Commissie belast met het ontvangen van de klachten van de studenten tegen een weigering van inschrijving;

12° met toepassing van artikel 57 van het bovenvermelde decreet van 20 december 2001, de naam van de Directeur en directeurs van het domein van de nieuwe Hogere Kunstschool;

13° het bijzonder reglement van de studies van de nieuwe Hogere Kunstschool;

14° de verkiezingskalender voor de aanstelling van de leden van de Pedagogische beheersraad, de Sociale Raad en de Optieraden.

HOOFDSTUK 2. — *Onderzoek van voorstellen tot fusie van Hogere Kunstscholen door de Hoge Raad voor het Hoger Kunstonderwijs*

Art. 3. § 1. De Minister van Hoger Onderwijs bezorgt onverwijld de voorstellen tot fusie van Hogere Kunstscholen aan de Hoge Raad voor het Hoger Kunstonderwijs.

§ 2. Binnen de vijftien dagen bezorgt de Hoge Raad voor het Hoger Kunstonderwijs het voorstel tot fusie ter informatie aan de inrichtende machten van de Hogere Kunstscholen gevestigd binnen de betrokken site(s) in de zin van artikel 24bis, § 1, tweede lid van het decreet van 17 mei 1999 betreffende het hoger kunstonderwijs. Deze Hogere Kunstscholen kunnen een advies uitbrengen aan de Hoge Raad voor het Hoger Kunstonderwijs binnen de dertig dagen na de ontvangst van deze fusievoorstellen.

§ 3. De Hoge Raad voor het Hoger Kunstonderwijs onderzoekt het fusievoorstel. Indien de adviezen bedoeld in artikel 1 of in § 2 van dit artikel negatief zijn of als hij een klacht ontvangen heeft van een deel van de Onderwijsgemeenschap volgens welke de voorgestelde fusie de belangen van een andere Hogere Kunstschool in de betrokken zone(s) ernstig schaadt, dan hoort hij de verschillende betrokken partijen en treedt hij bemiddelend op om een akkoord tussen de partijen te bereiken.

§ 4. Indien de inrichtende macht van een Hogere Kunstschool gevestigd buiten de betrokken zone(s) van mening is dat de voorgestelde fusie haar belangen ernstig schaadt, dan kan zij een gemotiveerd advies sturen aan de Hoge Raad voor het Hoger Kunstonderwijs die het aan de Minister van Hoger Onderwijs doorstuurt.

§ 5. Binnen de drie maanden na de ontvangst van het voorstel tot fusie bezorgt de Hoge Raad voor het Hoger Kunstonderwijs de Minister van Hoger Onderwijs een omstandig advies over het voorstel tot fusie.

Dit advies omvat :

- de notulen van de verschillende vergaderingen;
- in voorkomend geval, de notulen van de hoorzittingen;
- de redenen waarom de negatieve adviezen bedoeld in artikel 1, § 1 of § 2 van dit artikel al dan niet verantwoord zijn;
- een met redenen omkleed besluit over het al dan niet schaden van de belangen van een andere Hogere Kunstschool in de betrokken zone(s), gelet op de in § 3 bedoelde klachten, en eventueel maatregelen om zulks te verhelpen.

HOOFDSTUK 3. — *Beslissing van de Regering*

Art. 4. Na ontvangst van het advies of bij gebrek aan een advies binnen de termijn voorgeschreven in artikel 3, § 5, eerste lid, keurt de Regering de fusie goed of wijst ze af.

De fusie wordt effectief bij het begin van het volgende kalenderjaar.

Art. 5. Dit besluit treedt in werking op 1 juni 2009.

Art. 6. De Minister van Hoger Onderwijs wordt belast met de uitvoering van dit besluit.

Brussel, 14 mei 2009.

Vanwege de Regering van de Franse Gemeenschap :
De Vice-Presidente en Minister van Hoger Onderwijs,
Wetenschappelijk Onderzoek en Internationale Betrekkingen,
Mevr. M.-D. SIMO.N.E.T

MINISTÈRE DE LA COMMUNAUTE FRANÇAISE

F. 2009 — 2646

[C – 2009/29380]

27 MAI 2009. — Arrêté du Gouvernement de la Communauté française modifiant l'arrêté de l'Exécutif de la Communauté française du 1^{er} octobre 1991 relatif à l'établissement de l'équivalence des titres délivrés dans l'Enseignement de Promotion sociale

Le Gouvernement de la Communauté française,

Vu le décret du 16 avril 1991 organisant l'Enseignement de Promotion sociale, notamment l'article 74 remplacé et l'article 75 modifié par le décret du 14 novembre 2008;

Vu l'arrêté de l'Exécutif de la Communauté française du 1^{er} octobre 1991 relatif à l'établissement de l'équivalence des titres délivrés dans l'Enseignement de Promotion sociale;

Vu les protocoles de négociation du 30 mars 2009 du Comité de négociation du Secteur IX : « Enseignement » (Communauté française), du Comité des services publics provinciaux et locaux – Section II et du Comité de négociation pour les statuts des personnels de l'enseignement libre subventionné;

Vu le protocole de concertation du 27 mars 2009 du Comité de concertation entre le Gouvernement de la Communauté française et les organes de représentation et de coordination des pouvoirs organisateurs de l'enseignement et des Centres P.M.S. subventionnés reconnus par le Gouvernement;

Vu l'avis du Conseil d'Etat portant le numéro 46.456/2 rendu le 7 mai 2009 en application de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 1^o des lois coordonnées sur le Conseil d'Etat;

Sur la proposition du Ministre de l'Enseignement de Promotion sociale;

Après délibération,

Arrête :

Article 1^{er}. A l'intitulé de l'arrêté de l'Exécutif de la Communauté française du 1^{er} octobre 1991 relatif à l'établissement de l'équivalence des titres délivrés dans l'Enseignement de Promotion sociale, les mots « l'établissement de l'équivalence » sont remplacés par les mots « la procédure de correspondance ».